

Le 27 septembre 2016

Contribution auprès de la Commission de régulation de l'énergie en vue de la fixation du TURPE 5

Cette contribution fait suite à une audition de France urbaine le 21 septembre 2016 par la Commission de régulation de l'énergie dans le cadre des consultations qu'elle mène en vue de la fixation des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT.

Les propositions de France urbaine afin d'alimenter les réflexions de la CRE en vue de la fixation du TURPE 5

- 1) Nous proposons de faire évoluer la formule de calcul de la redevance dite R2 versée au concessionnaire à l'autorité concédante ayant réalisé des travaux en remplaçant les variables qui jusqu'alors représentaient les investissements supportés par les autorités concédantes sur le réseau et ceux réalisés en matière d'éclairage public par une nouvelle variable « I », où I représente le montant des travaux réalisés par l'autorité concédante permettant d'ancrer les réseaux dans la transition énergétique (maîtrise de la demande en énergie, énergies renouvelables, Smart Grids, infrastructures de recharge des véhicules électriques, éclairage public ...) ayant un effet bénéfique sur les réseaux.
L'idée est que le mode de calcul de la redevance R2 inclue désormais une composante liée aux investissements en faveur de la transition énergétique et que cette composante vienne au moins compenser le niveau atteint par les précédentes variables afin d'obtenir une enveloppe globale de la redevance R2 au moins équivalente à son montant actuel.
Ceci doit s'opérer sous une double condition :
 - D'une part, qu'il y ait, sur le plan de la gouvernance locale des investissements sur le réseau, une réelle co-élaboration du programme d'investissements entre le concessionnaire et l'autorité concédante, qui implique échange et accord sur les priorités d'investissement sur le réseau. De ce point de vue, les conférences départementales d'investissement sur les réseaux publics d'électricité ne répondent pas, en l'état actuel, à cet impératif de co-élaboration ;
 - D'autre part, qu'une liste des travaux éligibles à la composante « I » de la redevance R2 soit établie au préalable entre le concessionnaire et l'autorité concédante.
- 2) Nous proposons, afin de pouvoir assurer un réel suivi et un contrôle de la nature des investissements opérés sur le réseau, que le TURPE puisse permettre de financer un dispositif territorialisé d'audit de la bonne réalisation des investissements prévus. Ce dispositif pourrait être établi au plan régional, en se calquant sur les régions territoriales d'exploitation du concessionnaire. Il s'agira notamment de s'assurer que les choix d'investissements soient bien guidés par des impératifs d'efficacité énergétique et non par des critères davantage liés à leur rentabilité.

- 3) Nous sommes partisans d'une évolution qui reste modérée du TURPE afin de ne pas trop pénaliser les consommateurs. Ceci doit pouvoir s'obtenir, en parallèle d'une évolution des missions du concessionnaire davantage fléchée vers la transition énergétique, grâce à une maîtrise accrue de ses coûts et charges. Dans cette perspective, nous préconisons une évolution du tarif qui soit étalée dans le temps, avec une éventuelle hausse qui reste modérée d'année en année, ceci afin, d'une part, d'éviter les « a coups » préjudiciables aux budgets des ménages et, d'autre part, afin de maintenir sur la durée du TURPE un signal prix cohérent traduisant le coût réel de l'accès à l'énergie.

Les réponses de France urbaine à quelques-unes des questions posées dans le cadre de la consultation de la CRE

Question 3 : France urbaine est favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation du concessionnaire. De manière générale, out ce qui peut contribuer à une efficacité accrue de ses dépenses et, partant, à une évolution modérée des tarifs de l'électricité va dans le bon sens.

France urbaine précise cependant un point de vigilance : s'agissant des biens hors réseaux – qui appartiennent aux autorités concédantes et sont mises à disposition du concessionnaire, constituant en cela des biens de retour – il convient de veiller à ce que le concessionnaire ne sous-investisse durablement sur ces biens en les laissant se dégrader ce qui lui permettrait, de manière paradoxale d'obtenir un bonus pour la maîtrise de ses dépenses

Question 10 : France urbaine propose de rajouter deux indicateurs qui, à ses yeux, représentent un volet important de la qualité de service du concessionnaire, à savoir la qualité du service apporté à l'autorité concédante. Nous proposons d'introduire, d'une part un indicateur relatif à la qualité des compte-rendus d'activité du concessionnaire – celui-ci permettrait de mesure la qualité et la réactivité des réponses d'Enedis aux questionnements de l'autorité concédante et, d'autre part, un indicateur similaire pour les données communiquées à l'autorité concédante, là encore tant sue le plan de leur qualité que dans le délai de leur transmission.

Question 18 : France urbaine est favorable à la prise en compte dans le cadre du TURPE 5 de projets de déploiement de réseaux électriques intelligents. Dans la mesure où ceux-ci doivent éviter des coûts supplémentaires liés, par exemple, au renforcement des réseaux existants, ceux-ci ont vocation à pouvoir être financés dans le cadre du TURPE et il est nécessaire que ce droit d'initiative concernant les projets de déploiement soit partagé entre le concessionnaire et l'autorité concédante, dans le cadre d'une gouvernance équilibrée des investissements dans les territoires.

Question 20 : France urbaine est favorable aux évolutions de périmètre du CRCP, notamment en ce qu'il incluerait désormais les redevances de concession. Ceci doit permettre de réduire le risque, pour le concessionnaire, d'une variation importante d'une année sur l'autre de l'enveloppe consacrée aux redevances de concession, notamment en ce qui concerne la redevance R2 calculée en fonction des investissements, par nature sujets à fluctuations d'année en année.

Question 21 : France urbaine est favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous dans le TURPE 5. Si celle-ci devait être activée, France urbaine souhaite être associée aux réflexions conduisant, le cas échéant, à une adaptation du TURPE.

En conclusion, les propositions, à la fois légitimes et raisonnables, formulées dans la première partie de cette contribution relèvent certes du cadre contractuel de la concession de distribution publique d'électricité. Ainsi que nous l'avons exposé devant la CRE, le concessionnaire nous oppose, chaque fois que, dans le cadre des négociations concernant le nouveau modèle de contrat, nous souhaitons introduire des éléments quelque peu novateurs concernant la maîtrise de la demande en énergie et, plus généralement la transition énergétique, que de telles actions ne rentrent pas dans le champ réglementaire de ses missions : afin de contrer cet argument qui revient régulièrement dans nos discussions, nous suggérons que la CRE mentionne clairement au rang des missions du concessionnaire couvertes par le TURPE les actions liées à l'efficacité énergétique, en référence à la loi pour la transition énergétique et la croissance verte, ce qui permettrait notamment d'ouvrir la porte à la révision de la formule de redevance R2 que nous proposons.